

## LA SITUATION POLITIQUE DE LA TURQUIE : NOUS SOMMES SOLIDAIRES DES JEUNES ET DES SYNDICALISTES EN LUTTE

*Même si les manifestations massives déclenchées le 19 mars, à la suite de l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, se sont atténuées, la Turquie continue de connaître d'importantes mobilisations quotidiennes à travers le pays.*

**P**lusieurs raisons expliquent cette persistance. Tout d'abord, les vagues d'arrestations arbitraires visant toutes les formes d'opposition se sont poursuivies et ont montré clairement que le gouvernement d'AKP est prêt à piétiner les libertés fondamentales pour conserver le pouvoir. Face à cette dérive autoritaire, toutes les forces progressistes et démocratiques estiment qu'il faut se mobiliser maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, et considèrent que toute solidarité internationale est la bienvenue.

Dans ce contexte, les jeunes, et particulièrement les étudiant-es des plus grandes universités, initialement massivement mobilisé-es contre l'arbitraire imposé à Imamoglu, expriment désormais une colère plus profonde, avec le soutien du syndicat des enseignant-es Egitim-Sen et des forces progressistes du pays. Elles et ils dénoncent une précarité croissante et aspirent à plus de liberté et à un avenir meilleur. Selon les données de l'Institut de statistiques



de Turquie (TÜİK), un-e jeune sur cinq âgé-e de 15 à 24 ans est au chômage, et un-e sur quatre n'est ni scolarisé-e ni employé-e. Par ailleurs, 43 % des jeunes déclarent vouloir quitter le pays pour vivre à l'étranger, preuve qu'elles

et ils ne voient pas d'avenir sous ce gouvernement d'AKP.

La situation des travailleur-ses n'est guère plus enviable. Sur une population active d'environ 47 millions de personnes, seules 2,5 millions sont syndiqué-es, et seulement 1,35 million bénéficie d'une convention collective. Ainsi, 85 % des salarié-es se trouvent dans une situation de grande précarité, souvent soumis-es à l'arbitraire du patronat qui les utilise comme une main-d'œuvre corvéable, tandis que les syndicalistes sont toujours criminalisé-es. Si ce système d'exploitation n'est pas né sous le gouvernement de l'AKP, celui-ci l'a renforcé.

